Actes

Rencontre des directeurs et directrices

« Engagement et militantisme face aux défis environnementaux et sociétaux. Quels positionnements et rôles pour les structures de CSTI ? »

Les 23 et 24 janvier 2024
à la Maison Poincaré

Rencontre professionnelle organisée par l'Amcsti
Réseau professionnel des cultures scientifique, technique et industrielle

Préface

La Rencontre des directeurs et directrices 2024 s'est tenue à la Maison Poincaré, les 23 et 24 janvier sur le thème « Engagement et militantisme face aux défis environnementaux et sociétaux. Quels positionnements et rôles pour les structures de CSTI ? ». Ces journées ont été organisées avec le soutien du ministère de la Culture.

Cette 2e édition a réuni plus de 85 professionnel·les de la CSTI. Les directeur·rices des structures adhérentes au réseau ont pu échanger autour de l'impact de l'engagement et du militantisme dans le contexte des enjeux de transition, et discuter du rôle crucial des acteur·rices de la culture scientifique, technique et industrielle.

Le succès de cette 2e édition affirme l'importance de ce temps d'échange pour notre réseau et inscrit cette Rencontre comme un temps fort de l'association.

Déroulement

La Rencontre des directeurs et directrices s'est déroulée du mardi 23 janvier, de 13h30 à 21h, au mercredi 24 janvier, de 9h à 16h, à la Maison Poincaré.

Pendant ces deux journées, 2 conférences, 1 table-ronde et 5 ateliers ont été suivis par les participant·es.

Les objectifs et enjeux

Cette Rencontre des directeurs et directrices avait pour objectif de s'inscrire comme un temps fort du réseau et de faciliter les échanges entre les membres. La participation et le dialogue sont au coeur de nos préoccupations. En proposant des temps en plénière, des temps en atelier et des temps libres, cette Rencontre avait pour but d'être dynamique et de répondre à ces objectifs d'échange. Une attention particulière a été portée aux temps libres et de networking, qui ont été rallongés pour cette deuxième édition.

De plus, l'ouverture du réseau à l'extérieur était un enjeu important dans la programmation de cette édition. Enrichir nos réflexions communes par des discours, des points de vue et des expertises de différents champs est primordial. L'intervention de personnalités externes au réseau a pu permettre de susciter le débat et entraîner de nouvelles dynamiques d'échanges.

Page des matières

Programme détaillé 4

Les ouvertures officielles 7
Mots d'ouverture - Amcsti 8
Mots d'accueil - Maison Poincaré 9

Les séances en plénière 11
Conférence - S'engager par temps incertains... 12

Table-ronde - Les structures de CSTI doivent-elles rester neutres face aux enjeux de société ? 14

Conférence - Pour une culture des transitions 16

Les ateliers 21
Atelier 1 - Jeunesse et engagement, quel accompagnement par les structures de CSTI ? 22

Atelier 2 - Faut-il être expert·e d'une thématique pour s'engager ? 24

Atelier 3 - Quelles sont les limites et les freins de l'engagement et du militantisme pour les structures de CSTI ? 26

Atelier 4 - Quels impacts ont les initiatives des structures de CSTI sur l'engagement et le militantisme des citoyen·nes ? Comment les quantifier ? 28

Atelier 5 - Quelles formes d'engagement quotidien pour de meilleures transitions ? 30

Programme détaillé

Mardi 23 janvier

14h15 MOTS D'ACCUEIL

Bastien Fréard, directeur de l'Amcsti
Elodie Christophe, responsable de la Maison Poincaré
Laure Danilo, présidente de l'Amcsti

14h30 CONFÉRENCE

« S'engager par temps incertains… »
Laure Noualhat, journaliste, rédactrice et autrice

15h30 TABLE-RONDE

« Les structures de CSTI doivent-elles rester neutres face aux enjeux de société ? »
Hélène Binet, directrice de la communication de Makesens
Philippe Guillet, conservateur et directeur du Muséum de Nantes
Virginie Tournay, directrice de recherche au CNRS
Animation : **Laurent Chicoineau**, directeur du Quai des Savoirs à Toulouse Métropole

18h COCKTAIL DINATOIRE

Mercredi 24 janvier

09h25 MOTS D'ACCUEIL

Sylvie Benzoni, directrice de l'Institut Henri Poincaré

09h30 CONFÉRENCE

« Pour une culture des transitions »
Raphaël Besson, directeur de Villes Innovations, chercheur associé au laboratoire PACTE-CNRS et co-fondateur du Laboratoire d'usages culture(s)-art-société (LUCAS)

11h ATELIERS

Atelier 1 « Jeunesse et engagement, quel accompagnement par les structures de CSTI ? »
Ange Ansour, directrice de l'Association française pour l'éducation par la recherche AFPER
Johan Langot, directeur d'Instant Science

Atelier 2 « Faut-il être expert·e d'une thématique pour s'engager ? »
François Dusoulier, conservateur en chef au Muséum national d'Histoire naturelle
Nicolas Beck, directeur de la Vie Universitaire et de la Culture à l'Université de Lorraine, vice-président de l'Amcsti

Atelier 3 « Quelles sont les limites et les freins de l'engagement et du militantisme pour les structures de CSTI ? »
Didier Papet, co-président de Loiret Nature Environnement
Laure Danilo, conservatrice responsable du Muséum d'Orléans pour la Biodiversité et l'Environnement (MOBE), présidente de l'Amcsti

Atelier 4 « Quels impacts ont les initiatives des structures de CSTI sur l'engagement et le militantisme des citoyen·nes ? Comment les quantifier ? »
Bruno Dosseur, directeur Le Dôme, vice-président de l'Amcsti
Caroline Vilatte, responsable du service médiation avec les publics, Institut de Recherche pour le Développement, secrétaire de l'Amcsti

Atelier 5 « Quelles formes d'engagement quotidien pour de meilleures transitions ? »
Raphaël Dupin, directeur général de Cap Sciences
Elise Duc-Fortier, directrice de S[cubes], trésorière de l'Amcsti

12h30 RESTITUTION DES ATELIERS

13h PAUSE DÉJEUNER

14h VISITES GUIDÉES

Les ouvertures officielles

Mots d’ouverture - Amcsti 10
Bastien Fréard et Laure Danilo

Mots d’accueil - Maison Poincaré 11
Elodie Christophe et Sylvie Benzoni

Mots d’ouverture - Amcsti

Laure Danilo et Bastien Fréard © Amcsti

Bastien Fréard
directeur de l’Amcsti

Nous sommes fiers de vous accueillir à la Maison Poincaré pour cette deuxième Rencontre des directeurs et directrices de l’Amcsti. Ce moment réflexif et de prise de hauteur est important pour le réseau et se concentrera pour cette édition sur l’engagement et le militantisme, et notamment quels rôles et positionnements peuvent avoir les structures de culture scientifique, technique et industrielle face aux enjeux environnementaux et sociétaux.

Cette Rencontre nous l’avons pensé, ajusté avec l’équipe salariée et le Bureau afin qu’elle réponde au mieux à vos besoins. Lors de cette première demi-journée, vous aurez la chance de suivre une conférence de Laure Noualhat, une table ronde avec Philippe Guillet, Hélène Binet et Virginie Tournay, animée par Laurent Chicoineau. Elle se clôturera par un moment de convivialité autour d’un cocktail dînatoire et nous nous retrouverons demain pour la suite de cette Rencontre avec une conférence de Raphaël Besson et une série d’ateliers qui feront l’objet d’une restitution.

Laure Danilo
présidente de l’Amcsti

Merci de nous accueillir dans ce beau lieu. Cette année est la deuxième édition de la Rencontre des directeurs et directrices. Ce moment est appelé à devenir un temps fort de notre réseau. Le fait que ce soit la deuxième édition nous a permis de prendre en compte vos retours de l’année dernière pour améliorer ce moment. La première chose a été de laisser plus de temps pour que vous puissiez vous parler. La seconde était la volonté de vous livrer une restitution de cet événement et que vous puissiez partager avec vos équipes les réflexions qui ont lieu dans ce moment-là avec la publication d’actes.

Cette Rencontre est un temps fort pour notre réseau qui doit être dédié à des temps stratégiques. Notre réseau a plein de choses à apporter, à construire et à co-construire. Cette Rencontre est le bon moment pour partager tout cela et dessiner des voies qui peuvent nous correspondre.

Les questions d’engagement et de militantisme qui vont être abordées permettent de répondre à des interrogations que beaucoup d’entre nous se posent. On porte souvent en étendard l’idée que la CSTI est neutre, mais finalement qu’est-ce que ça veut dire être neutre ? Nous faisons des choix (dans notre programmation, dans nos expositions), nous sommes justes mais sommes-nous neutres ? Est-ce qu’on est engagé·es ? Je le pense car chacun·e de nous ici croit dans la pertinence, dans le rôle de la CSTI pour œuvrer aux évolutions de la société. La question peut aussi se poser au niveau des degrés de l’engagement, des méthodes et approches utilisées. Les problématiques environnementales, sociales et démocratiques nous amènent à nous questionner de plus en plus sur ces degrés d’engagement. L’idée de ces journées est aussi de nous bousculer un peu en voyant ce que l’extérieur peut nous apporter. Dans le choix que nous avons fait des intervenant·es extérieur·es, nous avons voulu faire intervenir des gens qui peuvent nous questionner, nous faire davantage réagir.

Mots d’accueil - Maison Poincaré

Bastien Fréard et Elodie Christophe © Amcsti

Sylvie Benzoni
directrice de l’Institut Henri Poincaré
et Elodie Christophe
responsable de la Maison Poincaré

Nous vous remercions d’être là, cela nous fait extrêmement plaisir de vous accueillir à la Maison Poincaré. Ce musée se trouve au sein de l’Institut Henri Poincaré qui est sous tutelle de Sorbonne Université et du CNRS.

Comme vous le savez le musée de la Maison Poincaré a ouvert le 30 septembre dernier. Après une journée d’inauguration le 29 septembre, la journée d’ouverture dédiée au public a été une réussite. Sur cette première journée, le musée a enregistré une fréquentation record et exceptionnelle de près de 800 personnes. Cette journée qui marquait l’anniversaire de la naissance de Jean Perrin, l’un des pères fondateurs du CNRS et du Palais de la Découverte, a été le théâtre de nombreuses animations et visites flashs.

La fréquentation du musée depuis son ouverture, soit du 30 septembre au 31 décembre 2023, a atteint 19 100 visiteur·euses, dont 5 900 jeunes de moins de 18 ans. La fréquentation moyenne des samedis atteint un taux de remplissage de 93 %. La programmation des animations du musée a permis d’offrir aux visiteur·euses entre septembre et décembre 2023 : 24 visites guidées sur 3 thématiques différentes, 29 sessions d’expérience en réalité mixte Holo Math et 15 ateliers proposés les samedis. Le musée a aussi proposé tout un programme d’événements avec environ 400 personnes touchées. Ces événements étaient de nouveaux formats propres à la Maison Poincaré, des événements co-programmés avec le CNRS ou des partenariats.

Ce premier mot vous a permis de vous donner un aperçu sur la Maison Poincaré. Nos ambitions sont, en ce début d’année, de recruter afin d’ouvrir de nouveaux créneaux aux groupes scolaires.

Sylvie Benzoni © Amcsti

Les séances en plénière

Conférence - S'engager par temps incertains... **14**
Laure Noualhat

Table-ronde - Les structures de CSTI doivent-elles rester neutres face aux enjeux de société ? **16**
Hélène Binet, Philippe Guillet et Virginie Tournay - animée par Laurent Chicoineau

Conférence - Pour une culture des transitions **18**
Raphaël Besson

Conférence - S'engager par temps incertains...

Cette conférence a souligné les défis de l'engagement contemporain et proposé des solutions pour passer à l'action.

Laure Noualhat © Amcsti

Laure Noualhat est une journaliste engagée, spécialiste des questions environnementales qui fait partie du collectif ARGOS. D'après elle, le temps de la discussion est terminé, il faut désormais s'engager.

Lorsqu'on traite de l'environnement, on parle aujourd'hui de plus en plus d'éco-anxiété. 1 jeune sur 4 est touché par ces questions d'éco-anxiété. Laure Noulhat s'est demandé comment il était donc possible d'être « écolo » sans finir dépressif. Pendant très longtemps, la question des émotions était évacuée, personne dans le monde de l'écologie ne parlait de ses sentiments vis-à-vis de l'impuissance. Dans son premier livre, elle a réuni de nombreux témoignages sur ce sujet. À la fin de son ouvrage, deux questions restaient en suspens : qui j'ai envie d'être et qu'est-ce que je peux faire ?

Pour aller plus loin, l'autrice a souhaité mettre en avant des actions concrètes. Dans son deuxième livre, elle fait un tour de France des personnes qui ont changé de vie après les confinements et donne à voir des prises de décisions effectives. Toutefois, elle met en avant la difficulté de quantifier un changement complet de vie.

Afin d'accepter la situation actuelle et de s'engager, il faut d'abord réaliser le deuil du 20e siècle. Dans le cadre de l'écologie, ce deuil passe par de nombreuses phases :

- Le choc ;
- Le déni du changement climatique ;
- La négociation des personnes « écolo » afin de laisser leur cerveau tranquille ;
- La dépression ;
- L'abandon des mauvaises infos et de tout ce qui ne nous convient pas dans la société ;
- L'acceptation.

Cette phase d'acceptation demande de la sagesse. Afin d'appuyer ses propos, Laure Noualhat cite la prière de la sérénité : « donnez-moi la sérénité d'accepter les choses que je ne peux changer, le courage de changer les choses que je peux changer, et la sagesse d'en connaître la différence »[1]. Cette phase d'acceptation est un processus très long qui nécessite de relativiser sur le fait qu'on ne sait pas de quoi demain est fait. Il est primordial de s'appuyer sur l'entraide dans l'engagement et de se baser sur l'action. L'action apparaît ainsi comme un anxiolytique, en agissant et en retrouvant d'autres personnes qui veulent agir, ce qui paraissait inatteignable devient possible.

L'action est aussi définie par l'apprentissage et la compréhension. En se déroulant dans la joie, elle apporte le contrôle car la joie est renouvelable et collective. L'autrice conclut en indiquant que la joie n'est pas le déni de la tristesse actuelle, ni de l'égoïsme. La joie passe par le sensible, le beau, le vivant, elle a des bienfaits physiologiques et psychologiques sur le corps humain.

En utilisant de nouveaux récits et en faisant appel à d'autres imaginaires, il est possible de s'adresser à tous et toutes et d'inciter tous les publics à agir. La joie, le collectif et le rire pourraient donc être des moteurs essentiels de l'action, offrant ainsi une perspective positive dans la lutte environnementale.

> « La joie, le collectif et le rire pourraient donc être des moteurs essentiels de l'action, offrant ainsi une perspective positive dans la lutte environnementale. »
>
> Laure Noualhat - journaliste, rédactrice et autrice

[1] Prière de la Sérénité, texte rédigé par le théologien américain Reinhold Niebuhr

Accès au replay de la conférence

Table-ronde - Les structures de CSTI doivent-elles rester neutres face aux enjeux de société ?

Cette table-ronde avait pour but de s'interroger sur la question de l'engagement en tant qu'institution et pas seulement au niveau individuel. Qu'est-ce que la neutralité ? Les institutions sont-elles neutres et jusqu'où peuvent-elles s'engager ?

Philippe Guillet, Hélène Binet, Laurent Chicoineau et Virginie Tournay © Amcsti

La neutralité des institutions scientifiques

Pour Virginie Tournay la médiation scientifique est coincée entre la légitimité scientifique (s'inscrire dans la démarche scientifique et s'assurer de l'universalité des démonstrations), la légitimité démocratique (inclure toute la diversité des publics dans l'expérimentation) et la légitimité sociale (intégrer les terrains propres aux sciences humaines et retranscrire les débats de société). Les acteur·rices de la CSTI sont donc respecté·es en tant qu'expert·es via la légitimité scientifique mais ils·elles doivent penser de nouveaux modèles de médiation adaptés à l'état social et aux bouleversements. Ces nouveaux aspects apportent toutefois des risques de dérives.

Face à cela, il est légitime de se demander comment intégrer le débat public, et s'il faut donner la parole à tout le monde. Pour Philippe Guillet, l'objectif des structures de CSTI est de toujours mettre en avant uniquement ce que la science a à dire. Les structures sont dépendantes des politiques au-dessus d'elles, mais il faut garder en tête les publics, et la manière dont on les intègre tous dans nos actions et nos positions. Il n'est pas question de mettre en avant le discours de certains individus plus que d'autres, mais plutôt les valeurs des structures avec lesquelles on travaille, notamment les associations.

La place des émotions et des sciences sociales pour transmettre les savoirs scientifiques

Pour Virginie Tournay, le travail des chercheur·ses est d'essayer de comprendre ce qui fait société, pourquoi les citoyen·nes sont relié·es entre eux·elles. Dans ce cadre, il pourrait être intéressant d'intégrer le rapport aux émotions dans le partage des connaissances. La construction des expositions et les formes de médiation doivent interroger puisque certaines informations données par les scientifiques peuvent inquiéter les citoyen·nes. Les structures de CSTI doivent donc gérer le fait que les sciences n'apportent pas toujours de bonnes nouvelles.

> « il pourrait être intéressant d'intégrer le rapport aux émotions dans le partage des connaissances. »

Le rapport aux pouvoirs publics et aux politiques

Les financements sont accordés sur la base de dossier, les actions menées doivent donc répondre à ce qui est proposé dans ce dernier, même si des marges de manoeuvre existent. Cela peut être plus difficile si un projet est porté par plusieurs structures car l'engagement de chacune n'est pas le même et il faut réussir à trouver des compromis. L'important est de créer une proximité avec les pouvoirs publics et d'avoir une confiance mutuelle pour travailler dans de bonnes conditions. Cette confiance permet de n'avoir aucun contrôle de leur part sur les actions menées ou sur les partenariats engagés. Toutefois, il faut savoir rester dans son élément et il y a toujours une forme d'autocensure obligatoire. Ces relations sont l'objet de concessions qui permettent aux structures de dire énormément de choses. Se définir en tant que structure de CSTI, permet une indépendance par rapport aux pouvoirs publics, mais aussi de s'affirmer en tant que corps tous ensemble.

La place du numérique dans les enjeux de culture scientifique

L'utilisation du numérique varie selon les structures. Pour Philippe Guillet, dans un musée, il faut donner leur place aux objets réels qui ont une valeur particulière et donc se déconnecter. Il faut intégrer du numérique mais de manière raisonnée. Le musée est un média froid, où nous ne sommes jamais dans l'instantané, le numérique doit donc être une valeur ajoutée à l'information. Pour Hélène Binet, les médias sociaux sont des canaux faciles. Afin d'être en accord avec leur rôle d'éducation, ils·elles ont choisi de créer des formats sur ces canaux pour donner de la matière à réfléchir et pas du prêt à penser.

Hélène Binet - directrice de la communication de Makesens, Philippe Guillet - conservateur et directeur du Muséum de Nantes, et Virginie Tournay - directrice de recherche au CNRS.
Animation Laurent Chicoineau - directeur du Quai des Savoirs à Toulouse Métropole.

Accès au replay de la table-ronde

Conférence - Pour une culture des transitions

Cette conférence a mis l'accent sur le rôle crucial de la culture et des sciences afin d'engager une véritable transition culturelle dans les sociétés contemporaines.

Raphaël Besson © Amcsti

D'après un postulat commun, la science devrait rester loin de la société afin d'être neutre. Pour Raphaël Besson, la non-neutralité scientifique est importante car elle permet aux chercheur·es de faire leur propre socio-analyse vis-à-vis de leur objet de recherche. L'enjeu de ce positionnement n'est pas la question de la neutralité, mais plutôt la capacité des scientifiques à créer les conditions d'un vrai débat. Ce débat permet de discuter ou dépasser les dichotomies dans lesquelles la société est plongée, sans exacerber pas de manière caricaturale les opinions binaires. L'idéal serait donc plutôt d'adopter un positionnement hybride.

L'enjeu de nos sociétés contemporaines dans le cadre des transitions est de repenser tous les aspects de réencastrement possible. Pour permettre ce grand réencastrement, les scientifiques, les artistes et les acteur·rices culturel·les ont une place à prendre dans la société et doivent s'engager dans la cité.

Son ouvrage *Pour une culture des transitions* tire son origine du constat que face à cette crise multiple, s'ouvre une bataille des récits et imaginaires pour définir ce que pourraient être les contours du monde d'après. Dans ce cadre, il y a 3 scénarios possibles :

- Effondrement ;
- Technologiste ;
- Sociétal.

Raphaël Besson défend l'hypothèse que la transition a une dimension culturelle. Les arts et la culture ont donc une place à prendre pour contrer les limites des politiques techno-centrées. Il y a donc une convergence des luttes et des réflexions entre art, culture et transition des territoires. Les ministères et les acteur·rices territoriaux·ales doivent s'interroger sur les moyens qu'ils·elles peuvent mettre en place pour concevoir des

> « Les arts et la culture ont donc une place à prendre pour contrer les limites des politiques techno-centrées. »

politiques publiques de transition alignées sur les enjeux territoriaux. Il existe 3 grands défis dans cette convergence :

- Théorique : le champ d'étude scientifique des transitions constate que les études sont focalisées sur la question des systèmes technologiques liés à l'énergie, l'alimentation, les mobilités, etc. Les approches restent techno-centrées et peu de choses sont mises en place sur la question culturelle des transitions ;
- Académique : les politiques culturelles connaissent des difficultés structurelles à se réinventer et à agir sur les bons enjeux de société. Il y a eu un processus de territorialisation des politiques culturelles dans les années 90 mais la question des transitions reste étrangère à ces politiques ;
- Politique : quand les politiques urbaines abordent les questions culturelles, c'est au travers des villes créatives qui n'ont rien à voir avec les transitions. Elles sont construites autour de la compétitivité et du marketing. Le portage politique des questions de transitions est superficiel, il y a un processus de politisation et professionnalisation des politiques culturelles donc les élu·es s'y impliquent de moins en moins.

Certains CSTI prennent en main ces questions et proposent des formats permettant aux arts et à la culture de se positionner. Ces formes et approches sont très diverses mais se retrouvent autour d'une vision élargie de la notion de culture. Les productions déployées prennent des formes formelles (expositions, projections, spectacles), ou non (mobiliers urbains, tiers lieux, espaces publics...etc). Elles placent les arts et les transformations culturelles au cœur des actions sociales du récit des territoires. Ces approches culturelles des transitions produisent une série de ressources déterminantes dans l'enclenchement d'une dynamique des transitions, elles favorisent les dynamiques citoyennes, le développement de communautés, la transformation des imaginaires, les projets hybrides ancrés et qui répondent à des besoins. Elles perturbent les modes de fer habituels des institutions publiques et les initient à des collaborations coopératives.

L'analyse des terrains met en évidence des limites : la gestion et la pérennisation des projets issus des expérimentations territoriales s'arrêtent une fois que l'expérimentation est terminée ; les coûts humains ; l'impact limité des expérimentations sur les grands territoires ; et le décalage entre les promesses et la réalité. Ces politiques culturelles publiques n'ont pas seulement un rôle de perturbateur institutionnel, elles mettent en lumière les difficultés à s'étendre en dehors du cadre spatial et temporel des expérimentations, les difficultés à se connecter à la grande échelle

territoriale, il n'existe pas d'espaces qui créent du lien entre tous ces projets. Ces expériences révèlent donc les limites d'un modèle de gouvernement par expérimentation. Ce modèle a pour effet de créer des expériences isolées et précaires qui fragilisent la mise en place de grandes actions territoriales efficaces. Il y a une urgence à créer un choc avec les politiques publiques pour accompagner les transitions des territoires. Une politique culturelle des transitions ne doit pas se réduire à des programmes de soutien d'artistes ou la création de labels, elle ne peut pas se contenter d'opérations ponctuelles de décarbonation de la culture, l'enjeu est de développer une approche spécifiquement culturelle des transitions. Cela nécessite des réponses coordonnées par une action nationale et des agences sur les territoires, elle doit se faire à toutes les échelles.

Dans le déploiement de cette politique culturelle publique, les CCSTI ont un rôle à jouer en ayant une :

- Fonction d'intermédiation : déployer des laboratoires de recherche collaborative, faire atterrir ces questions dans la société, créer des espaces d'interaction ;
- Fonction d'expérimentation : expérience par le sensible, par l'émotion, par le corps pour comprendre l'effondrement concret et reconnecter nos politiques à ce qui arrive ;
- Fonction de production de nouveaux imaginaires et de nouveaux récits dans la société ;
- Fonction de fabrication de cette politique publique, besoin d'aider les pouvoirs publics.

« Il y a une urgence à créer un choc avec les politiques publiques pour accompagner les transitions des territoires. »

Raphaël Besson - directeur de Villes Innovations, chercheur associé au laboratoire PACTE-CNRS et co-fondateur du Laboratoire d'usages culture(s)-art-société (LUCAS)

Accès au replay de la conférence

Actes de la Rencontre des directeurs et directrices « Engagement et militantisme face aux défis environnementaux et sociétaux. Quels positionnements et rôles pour les structures de CSTI ? » - 23 & 24 janvier 2024

Les ateliers

Atelier 1 - Jeunesse et engagement, quel accompagnement par les structures de CSTI ? 24
Johan Langot et Ange Ansour

Atelier 2 - Faut-il être expert·e d'une thématique pour s'engager ? 26
Nicolas Beck et François Dusoulier

Atelier 3 - Quelles sont les limites et les freins de l'engagement et du militantisme pour les structures de CSTI ? 28
Laure Danilo et Didier Papet

Atelier 4 - Quels impacts ont les initiatives des structures de CSTI sur l'engagement et le militantisme des citoyen·nes ? Comment les quantifier ? 30
Caroline Vilatte et Bruno Dosseur

Atelier 5 - Quelles formes d'engagement quotidien pour de meilleures transitions ? 32
Elise Duc-Fortier et Raphaël Dupin

Atelier 1 - Jeunesse et engagement, quel accompagnement par les structures de CSTI ?

L'atelier, animé par Johan Langot, a débuté avec la présentation de deux rapports ayant inspiré le titre de ce temps d'échange : le rapport du CRAJEP Centre-Val de Loire « L'engagement des jeunes en région Centre-Val de Loire » et celui de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier.

Salle de l'atelier 1 © Amcsti

Ces rapports soulevaient deux problématiques : qu'est-ce que l'engagement et est-ce que nos structures sont assez armées et formées pour accompagner les jeunes dans leur engagement ? Ange Ansour, directrice de l'Association française pour l'éducation par la recherche – AFPER est intervenue dans cet atelier pour présenter l'AFPER et ses actions. Puis une discussion a été engagée avec les participant·es.

Une étude du Haut Conseil à la famille montre qu'en France, les jeunes sont moins exposés à la culture scientifique que dans d'autres pays européens.

À partir de cette donnée, les participant·es ont échangé autour de deux constats :

- Les pays où il existe une censure forte pour empêcher les femmes de faire des études sont les pays où on retrouve proportionnellement le plus de femmes ingénieures.
- En participant à un festival des Sciences en Pologne, un participant a pu se rendre compte que l'engagement était très fort, au niveau du nombre de bénévoles, mais aussi de visiteur·euses touché·es.

La conclusion a été faite qu'en France la conception de la culture est axée sur le théâtre, la musique ou le sport, mais pas sur la culture scientifique. Les professionnel·les de ces structures doivent donc aller chercher les publics jeunes.

> « en France la conception de la culture est axée sur le théâtre, la musique ou le sport, mais pas sur la culture scientifique. »

Les participant·es ont pu présenter les actions et expériences qu'ils·elles ont mené pour inviter les jeunes à s'engager, en se rapprochant d'associations sportives ou en créant des actions et outils ludiques. Il a été souligné l'importance du collectif qui permet de contrer certaines émotions négatives (telles que l'éco-anxiété) et de la ludification qui participe à une dynamique collective. De plus, la posture du·e la médiateur·rice a été pointée comme déterminante. Les professionnel·les doivent adopter une « impartialité engagée »[1] qui implique d'expliquer son engagement, de se positionner éthiquement tout en restant impartial pour prévenir les conflits de loyauté. De cette manière, ce sont les adultes et professionnel·les qui prennent la responsabilité et s'engagent, ils·elles ne font alors pas peser sur les jeunes cette pression.

La formation et la compréhension des enjeux par les médiateur·rices est donc primordiale. Une des propositions qui a été mise en avant est la création d'une charte reprenant les compétences nécessaires à la médiation et les compétences relatives au sujet suscitant l'engagement. Cette charte permet de guider et d'épauler les médiateur·rices mais aussi les différent·es professionnel·les qui sont amené·es à animer des activités avec des publics de manière plus ou moins ponctuelle.

En conclusion de cet atelier, il a été indiqué les formes fonctionnant le mieux pour permettre aux jeunes de s'engager. Utiliser des formats longs, répétitifs, ayant une dimension ludique et collective, est une des solutions à privilégier. Il est important de créer une continuité après l'atelier (des graines à planter, un passeport jeunesse, etc.) pour inciter les jeunes à être dans l'action et qu'ils soient amenés à réfléchir et à repenser à l'atelier.

> « la posture du·e la médiateur·rice est déterminante. »

Atelier animé par Johan Langot – directeur d'Instant Science, et Ange Ansour – directrice de l'Association française pour l'éducation par la recherche AFPER.

[1] Cette notion est issue des travaux de Kelly T. (1986), « Discussing controversial issues: four perspectives on the teacher's rôle », *Theory and Research in Social Education*

Atelier 2 - Faut-il être expert·e d'une thématique pour s'engager ?

L'atelier, animé par Nicolas Beck, a démarré par une courte introduction permettant de situer le contexte, de soulever les questions connexes à cette problématique et de présenter le point de vue de l'intervenant, François Dusoulier - conservateur en chef au Muséum national d'Histoire naturelle. Par la suite, une discussion s'est engagée avec les participant·es.

Salle de l'atelier 2 © Amcsti

Il nous a semblé important de définir les termes du sujet avant d'aller plus loin dans notre réflexion.

D'après le CNRTL, le mot « Expert·e » désigne une personne « qui a acquis une grande habileté, un grand savoir-faire dans une profession, une discipline, grâce à une longue expérience ». Cette définition, plutôt ambigüe, ne permet pas de définir les limites de l'expertise : une personne peut être considérée comme experte pour certains et ignorante pour d'autres. Dans son sens anglo-saxon, il désigne une saisine de l'extérieur qui va positionner le sachant en qualité d'expert.

Concernant le mot « Engager », il se réfère à « participer, par une option conforme à ses convictions profondes et en assumant les risques de l'action, à la vie sociale [...] de son temps ». On trouve également « inviter une personne (souvent de façon pressante, insistante) à (entreprendre) quelque chose » qui correspondrait plus à la notion de militantisme. Nous avons donc considéré l'engagement comme le passage à l'action et la défense de ces idées.

> « l'engagement est le passage à l'action et la défense de ces idées. »

Au regard de ces définitions, de nombreuses questions ont émergé sur, par exemple, la place et le rôle des sciences participatives, l'expertise de la médiation ou encore le positionnement des professionnel·les de recherche en qualité d'expert·es. Sur cette dernière question, il a été rappelé qu'un·e chercheur·se produit la connaissance là où un·e expert·e va mobiliser des connaissances acquises. Cette nuance semble importante à expliciter, car elle peut être à l'origine de nombreuses incompréhensions dans la société.

La question des risques liés à l'expertise et à l'engagement a pu être abordée. D'une part, le risque de ne pas être perçu pour sa véritable expertise : un·e journaliste veut faire parler son intervenant·e sur un thème plus ou moins dans son champ d'expertise. D'autre part, le risque d'inconfort et de pression pouvant peser sur un·e expert·e, notamment lorsque son avis conduit à une prise de décision. Des instances pour la conservation de la nature ont, par exemple, étaient mises en place et prennent avis d'expert·es de la biodiversité, convié·es par le ministère.

Afin de limiter les risques pesant sur l'engagement des expert·es, il parait nécessaire de former les acteur·rices leur faisant appel. À ce niveau-là réside un enjeu pour les structures de CSTI dans leur rôle d'intermédiation. De plus, la diversité des structures de CSTI, représentée au sein de l'Amcsti, est une richesse puisqu'elle permet d'avoir une diversité d'expertise et de croiser les regards. Ainsi, au-delà de l'intermédiation, la fédération est un autre enjeu fort.

En conclusion de l'atelier et pour apporter une réponse à la problématique initiale, il ne faut pas être expert·e d'une thématique pour s'engager.

> « un·e chercheur·se produit la connaissance là où un·e expert·e va mobiliser des connaissances acquises. »

Atelier animé par Nicolas Beck – directeur de la Vie Universitaire et de la Culture à l'Université de Lorraine, et François Dusoulier – conservateur en chef au Muséum national d'Histoire naturelle

[1] Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, https://www.cnrt.fr/definition/expert

[2] CNRTL, https://www.cnrtl.fr/definition/engager

Atelier 3 - Quelles sont les limites et les freins de l'engagement et du militantisme pour les structures de CSTI ?

L'atelier, animé par Laure Danilo, a débuté avec la présentation par Didier Papet, co-président de Loiret Nature Environnement, de son association. Il est revenu sur les freins et les limites de l'engagement et du militantisme auxquels il a été confronté.

Salle de l'atelier 3 © Amcsti

Didier Papet a souligné quatre points de vigilance qui peuvent devenir des limites ou des freins :

- Avoir les compétences ;
- Répondre aux demandes des adhérents ;
- Le temps de réflexion ;
- S'isoler et rester dans son coin.

Il a ensuite présenté aux participant·es des solutions pour pallier ces limites en commençant par préparer sa réponse. Il a aussi préconisé l'ouverture aux différentes institutions et à divers spécialistes ainsi que le dialogue avec ses adhérent·es. Puis, un temps d'échange a permis aux participant·es de s'exprimer.

> « préparer sa réponse, s'ouvrir aux différentes institutions, à divers spécialistes et dialoguer avec ses adhérents permet de pallier à certaines limites. »

De nombreuses questions ont émergé sur les liens qu'entretient l'association avec ses salarié·es, avec d'autres institutions ou avec les expert·es auxquel·les elle fait appel. La présence de l'association au sein d'instances opposées à ses engagements a été questionnée. À cette interrogation, l'intervenant a indiqué que cette présence permet de faire exister et de parler de sujets qui sinon seraient oubliés.

Puis la discussion a porté sur les différentes formes d'engagement, avec notamment, chez les générations plus jeunes, des formes plus vives, plus radicales qui peuvent mener à des incompréhensions et à des difficultés de dialogue entre les différent·es acteur·rices.

Enfin, les échanges ont permis de confronter les différents points de vue sur le militantisme des structures de CSTI. La notion de militantisme a d'abord été questionnée. Puis, l'atelier s'est clôturé avec la mise en avant de deux positions. Pour certain·es les structures de CSTI doivent revendiquer un militantisme qui ne se concentre pas sur un sujet mais qui défend la CSTI et l'inclusion. Pour d'autres, il n'est pas envisageable de parler de militantisme car cela peut mettre en défaut le statut de ces structures. Toutefois, les participant·es ont souligné que sans être militant·es il est possible d'agir et que les structures de CSTI permettent de montrer et de diffuser les nombreux avis qui existent. Ce sont des lieux où la mise à distance est possible, qui donnent la parole à des personnes engagées. Ces structures doivent adopter une position de pondération, en étant engagées sans le revendiquer. Pour y parvenir il faut alors mener un combat quotidien sans le montrer, en étant dans l'action et non pas dans la représentation.

> « les structures de CSTI permettent de montrer et de diffuser les nombreux avis qui existent. »

Atelier animé par Laure Danilo – conservatrice responsable du Muséum d'Orléans pour la Biodiversité et l'Environnement (MOBE), et Didier Papet – co-président de Loiret Nature Environnement.

Atelier 4 - Quels impacts ont les initiatives des structures de CSTI sur l'engagement et le militantisme des citoyen·nes ? Comment les quantifier ?

L'atelier, animé par Caroline Vilatte, a commencé avec le postulat que les structures de CSTI s'engagent et qu'elles ne sont pas neutres. Face à ce constat, deux interrogations ont lancé la discussion : pourquoi et comment on s'engage ? Si la réponse est souvent apportée à la deuxième partie de la question, il est souvent fait l'impasse sur le « pourquoi ».

Salle de l'atelier 4 © Amcsti

Il existe trois sphères d'application à l'engagement :

- Ses motivations ;
- Ses formes ;
- Ses produits.

Lorsqu'une personne s'engage, il faut considérer le contexte et les enjeux pour lesquels elle le fait. Ainsi, si on cherche à comprendre l'impact des structures de CSTI sur l'engagement des citoyen·nes, il faut dans un premier temps savoir ce que l'on cherche à évaluer (les échelles, les limites et les types d'engagement).

Les professionnel·les ont besoin de se questionner sur les profils mobilisés : sont-ils captifs, volontaires ou difficiles à aller chercher ? Selon ces profils, les compétences d'engagement vont varier puisque leurs capitaux sociaux, économiques ou culturels seront différents. Les motivations seront aussi variées selon les publics. En fonction des types de contexte et des types de compétences, les contrats d'engagement, mais aussi les produits créés par cet engagement, vont différer. Il est primordial de discuter avec les publics du contenu créé grâce à leur engagement, afin de ne pas les démotiver et de ne pas créer de la frustration ou des incompréhensions. Les formes de l'engagement existent aussi dans des échelles (privé/collectif, local/commun, quotidien/ponctuel) et des limites différentes.

> « Il est primordial de discuter avec les publics du contenu créé grâce à leur engagement afin de ne pas les démotiver. »

L'engagement doit être proposé dans un écosystème qui lui est favorable au niveau financier, politique ou encore publique afin qu'il puisse exister. Les centres de culture scientifique peuvent alors se positionner en assemblier ou en observateur de cet engagement.

Lors de l'atelier, la question de la propriété intellectuelle a été abordée. Les personnes présentes dans l'atelier ont ainsi proposées un principe général : toute activité faite au sein de la structure de CSTI est délivrée en open source.

Concernant l'évaluation des impacts, il a été souligné qu'il serait plus pertinent de remettre cette pratique à un tiers afin d'évaluer l'ensemble de l'action. Il a toutefois été noté que ce type d'intervention est difficile à mettre en place, notamment à cause du manque de moyens.

Enfin, les participant·es ont évoqué les freins possibles à l'engagement des citoyen·nes dans les initiatives des structures de CSTI. Parmi eux ont été cités la difficulté des retours, le temps ou encore le coût de ces initiatives. Une solution possible serait de varier l'échelle des dispositifs en proposant des micros-actions et des actions plus importantes.

> « les centres de culture scientifique peuvent alors se positionner en assemblier ou en observateur de cet engagement. »

Atelier animé par Caroline Vilatte – responsable du service médiation avec les publics à l'Institut de Recherche pour le Développement, et Bruno Dosseur – directeur du Dôme

Atelier 5 - Quelles formes d'engagement quotidien pour de meilleures transitions ?

L'atelier, animé par Elise Duc-Fortier, a débuté avec le retour d'expérience de Raphaël Dupin autour des transitions au quotidien. Le directeur de Cap Sciences a présenté les leviers internes, externes et les freins à l'engagement dans le cadre de la transition écologique, énergétique et digitale.

Salle de l'atelier 5 © Amcsti

- Transition écologique : les salarié·es, les normes NF environnement, les sites de visite, la sécurité ou encore les économies sont des leviers internes que les structures peuvent modifier. L'obligation réglementaire, la conditionnalité des aides, les attentes des visiteurs, la circulation ou l'aménagement urbains sont eux des exemples de leviers externes. Parmi les différents freins ont été recensés l'investissement initial, les réseaux de transports, les pratiques de loisirs des familles et les possibles surcoûts.
- Transition énergétique : les salarié·es, les normes NF et les économies sont les leviers internes liés à cet axe. Les aides publiques et la conditionnalité de leur versement, ainsi que la réglementation sont eux des leviers externes. Les investissements, notamment matériels, et les bâtiments sont eux des freins à cette transition.
- Transition digitale : les salarié·es et la stratégie d'établissement sont des leviers internes sur lesquels la structure peut s'appuyer. Parmi les leviers externes ont été recensé les appels à projets publics et les pratiques des publics. Cette transition peut être freinée par le coût et la technicité qu'elle représente.

Suite à cette présentation une discussion a été engagée avec les participant·es. Plusieurs questions portant sur les risques ou sur les

> « La transition écologique ne peut se faire sans transition sociale et sans inclusion. »

diagnostics ont permis aux participant·es de confronter leurs expériences et points de vue. Il a été souligné que la transition écologique ne peut se faire sans transition sociale et sans inclusion. Utiliser des leviers de comportements peut être un moyen mis en place afin d'inciter l'adoption de comportements en accord avec la transition écologique. L'exemple de la Cité des Sciences et de l'Industrie qui propose un tarif réduit « Mobilité durable » a notamment été cité.

Les participant·es ont mentionné que les structures de culture scientifique, technique et industrielle sont des leviers des enjeux environnementaux. Leur objectif étant de s'emparer des problématiques scientifiques afin de les expliquer. Faire preuve de pédagogie en partageant les savoirs, démystifier les idées reçues, vulgariser et aiguiser l'esprit critique sont les missions que portent ces structures. La question des achats ou encore la formation des salarié·es à certaines thématiques sont des formes d'engagement quotidien qu'elles peuvent mettre en place.

En ce qui concerne l'engagement des publics, les participant·es se sont questionné·es sur la manière de transformer une action en événement plus global et collectif. Lors de cet échange, il a été dit que le sujet n'était pas l'information la plus importante, ce qui importait sont les gestes qui ont un réel impact. De cette manière, il est nécessaire de prendre en compte les différents ordres de grandeur. Un engagement collectif ou individuel ne va pas avoir le même impact ni la même mise en place. Toutefois, les petits pas sont parfois plus simples à proposer alors qu'une approche globale peut sembler plus anxiogène.

Le rôle des structures de CSTI en tant que messager et interlocuteur auprès des ministères a été souligné. En ayant cette relation privilégiée, ces structures ont la responsabilité de faire remonter des messages aux décideur·euses.

Enfin, il a été mentionné qu'il existe des freins à ces formes d'engagement qu'ils soient administratifs ou institutionnels. En conclusion de cet atelier, les participant·es ont ouvert la discussion aux conditions pour mettre en place ces transitions. Ils·elles ont souligné l'importance du lien entre l'aspect social et l'aspect environnemental en créant des actions qui s'adaptent aux différents publics auxquels on s'adresse. Faire attention à ne pas renforcer les inégalités en incitant à l'engagement est donc primordial.

Atelier animé par Elise Duc-Fortier - directrice de S[cube], et Raphaël Dupin - directeur général de Cap Sciences

Remerciements

L'Amcsti souhaite remercier la Maison Poincaré et l'Institut Henri Poincaré pour leur soutien organisationnel de cet évènement.

De plus, elle adresse ses remerciements au ministère de la Culture qui a financé une partie de cette Rencontre des directeurs et directrices.

Soutenu par

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

MAISON POINCARÉ

ihp Institut Henri Poincaré

SORBONNE UNIVERSITÉ

cnrs

Crédits photos :

Amcsti © Amcsti 2024